

**Tunisie - Haut conseil de
coopération tuniso-français -
Déclaration politique conjointe**
(Tunis, 05 octobre 2017)

1. En application de la Convention portant création d'un conseil sur le dialogue politique de haut niveau, signée le 7 avril 2015, par les ministres des affaires étrangères de Tunisie et de la France, le Haut conseil de coopération tuniso-français s'est réuni pour la première fois, le 5 octobre 2017, à Tunis, sous la co-présidence de MM. Youssef Chahed, chef du gouvernement de la République tunisienne, et Edouard Philippe, Premier ministre de la République française. M. Edouard Philippe a été reçu en audience par son excellence M. Béji Caïd Essebsi, président de la République tunisienne.

2. Ont participé à ce Haut conseil, du côté tunisien, M. Khemaies Jhinaoui, ministre des affaires étrangères, M. Ridha Chalghoum, ministre des finances, M. Zied Ladhari, ministre du développement, de l'investissement et de la coopération Internationale, M. Slim Khalbous, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Mme Selma Elloumi, ministre du tourisme et de l'artisanat, M. Khaled Kaddour, ministre de l'énergie des mines et des énergies renouvelables et M. Iyad Dahmani, ministre auprès du chef du gouvernement chargé des relations avec l'Assemblée des représentants du peuple, et du côté français, Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et l'innovation, M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, M. Jean Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

3. Les deux parties se sont félicitées de la tenue de la première session du Haut conseil de coopération et de la dynamique renforcée que ce nouveau format de concertation institutionnalisée donnera aux relations de coopération à tous les niveaux. Les deux chefs de gouvernement ont souligné la forte intensité des échanges humains, politiques, économiques et culturels entre les deux pays, qui partagent les valeurs de la démocratie et des droits de l'Homme, l'attachement à la paix et à la stabilité régionales et l'appartenance à l'espace méditerranéen.

4. M. Youssef Chahed a mis en exergue l'engagement fort de la Tunisie dans le cadre de ce partenariat stratégique renouvelé, dans une optique de développement partagée. Le chef du gouvernement tunisien a présenté les réformes engagées en Tunisie, notamment le parachèvement du processus de transition démocratique et l'instauration d'un État de droit moderne.

5. M. Edouard Philippe a salué les réformes ambitieuses engagées par la Tunisie depuis 2011, dont notamment l'adoption d'une nouvelle constitution et la tenue des élections législatives et présidentielles en 2014, et rappelé l'engagement de la France aux côtés de la Tunisie pour apporter son soutien aux initiatives destinées à enraciner la démocratie, à assurer le développement économique et humain, à lutter contre le terrorisme et à renforcer la sécurité.

6. Cette première session a permis des échanges approfondis sur les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale, dans les quatre secteurs prioritaires, ci-après:

- Développement économique :

7. Les deux chefs de gouvernement ont appelé à donner un nouvel élan aux relations économiques bilatérales, dans un esprit de partenariat, d'innovation et d'ouverture. Ils ont encouragé le développement des échanges, ainsi que les partenariats dans les secteurs stratégiques pour l'économie tunisienne, notamment la santé, l'agriculture, l'environnement, le numérique, le développement durable, les énergies renouvelables et le tourisme.

8. Le chef du gouvernement tunisien a mis en valeur, dans ce contexte, la contribution substantielle de la coopération bilatérale dans le développement socio-économique en Tunisie, se félicitant de la conclusion de deux opérations de conversion de la dette destinées aux secteurs de la santé et de l'enseignement supérieur. Il a exprimé le souhait de voir la France poursuivre son fort engagement au profit du développement régional en contribuant au financement du projet structurant générateur de richesses et d'emplois pour les jeunes dans la partie sud du Sahara tunisien. Dans ce cadre, le chef du gouvernement a remis à la Partie française une note de présentation des principaux axes d'un projet de développement et de mise en valeur structurant intégré, dans la partie sud du Sahara tunisien, qui englobe, en particulier, des composantes environnementale, socioéconomique et de développement humain. La partie française a pris note de ce projet.

9. Dans le secteur du numérique, le Premier ministre français a encouragé la structuration d'une communauté French Tech, prérequis d'une future candidature pour devenir French Tech Hub.

10. En matière d'énergies renouvelables, les chefs de gouvernement ont encouragé le développement de la coopération nouée entre le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) avec la poste tunisienne portant sur la mobilité électrique, l'énergie solaire et l'efficacité énergétique.

11. Les deux chefs de gouvernement, qui ont inauguré ensemble les rencontres Africa, organisées, à Tunis, le 5 octobre 2017, ont rappelé l'ambition partagée d'une coopération étroite visant le développement économique et social du continent africain. Ils ont salué, dans ce cadre, la participation de S. E. M. Paul Kiaba Thiéba, Premier ministre du Burkina Faso, et de nombreuses délégations ministérielles et de chefs d'entreprises des pays invités à cet événement.

12. Ils ont décidé d'intensifier les efforts menés pour mettre en oeuvre le programme tunisien de soutien à une croissance durable et inclusive en mobilisant les entreprises des deux pays dans le cadre de partenariats public-privé, de grands projets d'infrastructure et en favorisant les partenariats franco-tunisiens entre les acteurs du secteur privé, notamment dans les secteurs prioritaires.

13. Les deux parties ont salué l'engagement de l'agence française de développement, présente en Tunisie depuis 25 ans, en faveur de l'emploi, de la formation professionnelle, de la croissance et du développement, avec un plan de soutien de 1,2 milliards d'euros sur la période 2016-2020. À cette occasion, des conventions de financements de projets soutenus par l'AFD ont, ainsi, été signées, pour un montant de 92,3 millions d'euros (cf. fiche descriptive des accords en annexe).

14. Les deux chefs de gouvernement ont salué la signature de la lettre d'intention formalisant le soutien de l'AFD à la réforme de la gouvernance des entreprises publiques ainsi que celle signée entre l'AFD et les caisses des dépôts et consignations française et tunisienne en soutien à l'innovation et aux start-up, déclinaison du protocole d'accord conclu entre les trois institutions lors du forum mondial des CDC, le 22 septembre 2017.

15. Les deux chefs de gouvernement sont convenus de poursuivre les efforts déployés afin de soutenir les secteurs industriels, notamment les secteurs porteurs et à forte valeur ajoutée, et d'orienter la coopération vers les petites et moyennes entreprises innovantes et les startups, dans le cadre d'une approche intégrant l'échange de bonne pratique et le partenariat entre les PME des deux pays. Compte tenu des difficultés conjoncturelles vécues par les PME tunisiennes, les deux parties ont convenu de mettre en place des mécanismes financiers adéquats afin de soutenir les PME.

- Justice, sécurité et défense :

16. Les deux chefs de gouvernement ont rappelé la détermination et la solidarité des deux pays dans la lutte contre le terrorisme. Ils ont noté avec satisfaction l'intensification des échanges et le développement de la coopération bilatérale en matière de sécurité et de défense, notamment dans les domaines de la coopération opérationnelle, du renseignement, de la cybersécurité, des échanges d'informations et de la formation. Le Premier ministre français a salué l'efficacité renforcée des forces tunisiennes, en particulier face à la menace terroriste.

17. Les deux chefs de gouvernement ont annoncé la création d'un groupe bilatéral réunissant les ministères de la justice pour permettre d'échanger et de fluidifier encore l'entraide en matière de lutte contre la criminalité organisée, de lutte anti-terroriste, de blanchiment d'argent et de saisie et de confiscation des avoirs criminels. Ils partagent l'objectif d'améliorer la prise en charge des victimes et des témoins du terrorisme par le développement de l'utilisation des nouvelles technologies lors de la phase judiciaire, et ce, conformément à la législation en vigueur. Un séminaire de formation régionale consacré à «la gestion judiciaire du retour des combattants étrangers» sera organisé à Tunis en Novembre 2017 en partenariat avec l'école nationale de la magistrature et l'institut supérieur de la magistrature.

18. En matière de prévention de la radicalisation, les deux parties procèderont à l'échange d'expériences et de bonnes pratiques en application de la déclaration d'intention signée par les chefs de gouvernements français et tunisien le 7 avril 2017. Plusieurs activités communes (notamment un séminaire) seront organisées dans les prochains mois. La commission nationale de lutte contre le terrorisme tunisienne et le comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation français renforceront leur coopération.

19. Les deux chefs de gouvernement ont salué les efforts déployés par la Tunisie en matière de sécurité et les progrès enregistrés pour assurer la sécurité de ses citoyens et de ses visiteurs.

- Éducation, enseignement supérieur, recherche et formation professionnelle :

20. Les deux chefs de gouvernement ont décidé d'orienter la coopération en matière d'éducation, d'enseignement supérieur, de recherche et de formation professionnelle en faveur de l'insertion de la jeunesse dans le marché du travail et dans la mondialisation. Pour ce faire, les deux parties sont convenues de la mise en oeuvre d'un partenariat entre l'Assemblée des directeurs d'instituts universitaires de technologie français et les instituts supérieurs d'études technologiques tunisiens. Ce projet, mobilisant 10 millions d'euros, fait partie des nouveaux projets de développement en Tunisie, financés par conversion de dette, comme décidé au mois d'avril 2017.

21. Les deux chefs de gouvernement ont également réaffirmé leur volonté de renforcer la coopération bilatérale en matière de recherche et d'innovation, dans une logique de transfert de technologies.

22. L'annonce a également été faite de la création d'une fondation pour l'éducation et la jeunesse, visant à développer, sur l'ensemble du territoire tunisien, les possibilités d'accompagnement des élèves et des étudiants méritants dans leur parcours d'études.

23. Il a également été annoncé la mise en place d'un Comité stratégique mixte en matière d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation, afin de définir une stratégie conjointe visant à renforcer et structurer notre coopération autour des grands enjeux socio-économiques prioritaires pour nos deux pays.

- Culture et francophonie :

24. Les deux chefs de gouvernement ont souligné la communauté de valeurs entre la France et la Tunisie, telle qu'elle s'exprime dans leur attachement à la culture et aux valeurs et principes de la Francophonie, notamment dans le cadre de la diffusion de la langue française en Tunisie et de la langue arabe en France.

25. Le Premier ministre français a confirmé que la France, qui a apporté tout son soutien à la candidature de la Tunisie, se tient prête à l'accompagner dans la préparation du XVIIIème Sommet de la Francophonie en 2020. Celui-ci marquera le cinquantenaire de la Convention de Niamey, texte fondateur de la Francophonie institutionnelle porté notamment par le président Habib Bourguiba.

26. Les deux parties ont discuté de la demande tunisienne d'abriter le bureau régional de l'organisation Internationale de la Francophonie.

- Migrations :

27. Les deux parties ont réitéré leur attachement à la mise en oeuvre des dispositions de l'accord sur la gestion concertée des migrations et le développement solidaire, signé, à Tunis, le 28 avril 2008, notamment en ce qui concerne la facilitation de la circulation des personnes, la coopération en matière de réadmission des personnes en situation irrégulière, de lutte contre l'immigration irrégulière, la promotion de la formation professionnelle et du développement solidaire.

28. Une feuille de route sera élaborée pour chacune des priorités identifiées, pour assurer un suivi des réalisations et évaluer la mise en oeuvre effective des projets.

- Questions régionales et internationales

29. Les échanges entre les deux chefs de gouvernement ont confirmé la très large convergence de vues sur l'ensemble des sujets régionaux et internationaux d'intérêt commun.

30. La Tunisie et la France ont réitéré leur volonté d'oeuvrer conjointement, et par des contacts réguliers, à une solution politique durable et inclusive en Libye, sur la base de l'accord de Skhirat, afin de stabiliser le pays, promouvoir la réconciliation inter-libyenne et endiguer le terrorisme et les trafics en tout genre. Les deux parties ont renouvelé leur engagement à soutenir les efforts déployés par le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Ghassan Salamé et en particulier sa feuille de route.

31. Les deux parties rappellent l'urgence de parvenir à une solution politique crédible et durable en Syrie, conformément aux termes de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies et du communiqué de Genève. À cet égard, elles expriment leur plein soutien à la médiation des Nations unies conduite par M. Staffan de Mistura et appellent les parties syriennes à s'engager de bonne foi dans les négociations. Elles rappellent aux parties impliquées dans le conflit la nécessité absolue de faire taire les armes et d'assurer un accès sûr et sans entraves à l'aide humanitaire. Les deux parties saluent, par ailleurs, les avancées notables dans la lutte militaire contre Daech en territoire syrien. Elles soulignent la nécessité de trouver des modèles de gouvernance efficaces et acceptables pour les populations locales dans les territoires libérés afin de permettre leur stabilisation et de prévenir la résurgence du terrorisme. Elles réitèrent leur attachement à la préservation de la souveraineté de la Syrie, à son intégrité territoriale et à son unité.

32. Dans la continuité de la conférence du 15 janvier 2017 pour la paix au Proche-Orient, les deux parties ont réaffirmé leur soutien au règlement juste, durable et global du conflit israélo-palestinien. Elles ont exprimé leur inquiétude face à l'évolution de la situation sur le terrain, en particulier, le développement de la colonisation et les actes de violence qui éloignent de la paix. Fortes de leur conviction que le règlement du conflit israélo-palestinien est un élément essentiel pour rétablir la paix, la sécurité et la stabilité régionale, elles ont rappelé que le seul moyen de parvenir à une paix durable était une solution négociée avec deux

États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte en paix et en sécurité et ont appelé, pour cela, à la mobilisation de l'ensemble de la communauté internationale.

33. Les deux chefs de gouvernement ont exprimé leur attachement aux relations stratégiques entre l'Union européenne et la Tunisie, nourries par de nombreux jumelages et projets de coopération concrets. Ils demeurent mobilisés pour que l'Union européenne apporte une réponse qui soit à la hauteur des besoins et des espoirs placés dans la Tunisie, pays prioritaire de la politique européenne de voisinage.

34. Comme le prévoit la convention du 7 avril 2015 portant création d'un conseil sur le dialogue politique de haut niveau, le comité de suivi et les comités sectoriels se réuniront dans le courant de l'année 2018 pour faire le point sur la mise en oeuvre de ses décisions et des objectifs définis dans les feuilles de route, afin de préparer la deuxième réunion du Haut conseil de coopération franco-tunisien, en 2019./.